L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 18 AOUT 1888. 61me Année

Dufour & Dousset, Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI, 18 AOUT 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an $2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs

PAR LE SHERIF—Lots de terre, avec bâtisses et améliorations, dans les Neuvième et Septième Districts.

PAR E. CURTIS—Sur les lieux No 172 rue Bourbon, ensemble Bourgogne—Un lot de meubles, tapis, rideaux et autres effets mobiliers.

Projet de loi sur les sociétés coopératives, en France.

Quelques jours avant sa séparation, la Chambre a été saisie du projet de loi, préparé par le ministre de l'intérieur, sur les sociétés coopératives et le contrat de participation.

Le premier titre concerne les dispositions générales relatives aux associations coopératives. Actuellement, le capital de ces sociétés ne peut dépasser 200,000 francs; le maximum serait porté à 500,000 fr. Le gouvernement estime qu'il ne convient pas d'aller plus loin. Il fait observer que l'expérience des années terribles fait craindre la spéculation, et qu'il faut se garder d'autant plus des gros capitaux, que la loi impose qu'ils versement du dixième.

Les augmentations ne pourront être décidées que d'année en année, et chacune des augmentations ne pourra être supérieure à 200,000 francs. Pour effectuer l'accroissement fictif du capital, une augmentation n'aura lieu qu'après libération complète des actions précédemment émises.

Afin de réduire les frais qui pèsent sur les associations lors de leur formation, il sera stipulé que la déclaration constatant la souscription et le versement pourra être faite sous seing privé. Au même temps, et pour le même motif, on restreindra les conditions de publicité.

Les actions continueront à être nominatives, et le maximum de l'action reste fixé à 50 francs. Le versement exigible est dix fois et demi 5 francs. De plus, la société peut être formée de sept membres seulement. Le capital initial serait alors de 35 francs.

La loi projetée simplifie les dispositions de la loi de 1867 sur la fusion des sociétés coopératives.

Dans la pensée du gouvernement, les sociétés coopératives, par leur caractère même, réclament, au point de vue fiscal, un régime particulier.

Elles n'ont, pour ainsi dire, qu'un capital-main d'œuvre; le capitalisme n'y est à l'état d'exception. Pour ménager la formation et la consolidation, le gouvernement se propose de soustraire à l'impôt toute association coopérative dont le capital réparti entre les membres ne dépasse pas 2,000 francs par associé.

Enfin, pour favoriser la création des sociétés ouvrières, la loi projetée dispense du timbre et de l'enregistrement les actes destinés à en constituer et à la dissolution des sociétés coopératives.

Deux modifications essentielles sont apportées à la loi de 1867 relativement aux sociétés à capital variable. A l'avenir, les sociétés ne pourront être formées pour une durée supérieure à 99 années. Le contrat pourra cesser pour tous les membres qui seront privés de l'exercice de leurs droits civils et politiques, ou qui seront en faillite ou en déconfiture, sauf stipulation contraire.

D'autre part, aux termes de la loi de 1867, l'associé sortant exerce à le droit de reclamer sa part, mais il reste soumis, pendant cinq ans, aux obligations existant au moment de sa retraite.

La nouvelle loi fait disparaître, sur ce point, la responsabilité de l'associé. En outre, l'associé qui cesse de faire partie de la société a droit de recevoir, à l'expiration de l'année sociale pendant laquelle il l'a quittée, sa part telle qu'elle résulte de l'inventaire dressé à ce moment.

En ce qui concerne les sociétés à capital fixe, le projet de loi contient des dispositions nouvelles destinées à assurer le droit de retrait des associations et à faciliter par l'acquisition d'un capital nouveau.

La société coopérative aurait ainsi un caractère mixte, composé de main-d'œuvre et de capital.

La loi projette aussi, de plus, de la création de la Société de participation d'adhérents commanditaires. C'est un pas de plus vers la constitution de fortes associations coopératives.

Le titre IV est relatif au transport des créances. On sait que l'article 1690 du Code civil exige, en cas de cession ou transport de créances, les formalités connues. Pour les éviter, la nouvelle loi stipule que les actes portant cession totale ou partielle de créances qui appartiennent à une association coopérative pourront être faits dans la forme sous seing privé. Bien plus, un article de la nouvelle loi oblige le débiteur à fournir son acceptation, si cela lui refuse, la signification aura lieu à ses frais.

On accorde, en fin, aux sociétés coopératives, une atténuation de droits d'enregistrement pour tous les actes relatifs aux transports de créances.

Enfin, le projet de loi renferme, dans le titre V, des articles sur la participation aux bénéfices du travail.

Tout commerçant, industriel ou agriculteur, toute société commerciale, industrielle ou agricole, pourront admettre ses employés ou ouvriers à participer aux bénéfices de l'entreprise, sans que cet engagement entraîne, pour les participants, aucune responsabilité en cas de perte.

En acceptant la participation, les intéressés peuvent renoncer expressément, à tout contrôle, à toute vérification. Dans le cas où il n'y a pas renonciation, le contrôle et la vérification doivent être réglés par les dispositions de la convention. Dans le cas où il n'y a ni renonciation ni réglementation de contrôle, la vérification annuelle des comptes est faite par un expert amiablement choisi, ou, en cas de désaccord, désigné par le président du tribunal de commerce.

Comme conclusion, le gouvernement fait observer qu'il n'a pas la pensée d'apporter une solution définitive à la grande question du travail. Il a seulement la conviction que les dispositions de la loi projetée, en laissant un champ plus ouvert aux libres initiatives, amélioreront la condition sociale des travailleurs et contribueront aux progrès économiques de la France."

Le cœur de l'Etat de la Louisiane.—Nous avons le plaisir d'annoncer que ce soir à vingt et un amis signés de nous, comme de personnes domiciliées à la Nouvelle-Orléans MM. Yanelli Brizard, demeurant Front street, près Jackson. A. T. Dreyfous, caissier de la Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans. Charles Schmidt, caissier de la Banque Nationale de la Louisiane. C. A. Pardue, agent de la New Orleans Express Company. E. Joseph Druhan, caissier de la Banque Nationale de l'Etat. Richham & Moore courtiers de change, rue Gravier 218. H. Kimler caissier de la Banque Nationale de l'Union. Ces messieurs déclarent dans nos avis qu'ils ont touché les uns pour leur compte les autres pour le compte d'autres personnes, des sommes diverses payées au ralentissage mentionné de la Loterie de l'Etat de la Louisiane. La compagnie, fidèle à sa coutume, a fait droit avec empressement à la réclamation de chacun. Tous les lots gagnés n'ont pas encore été payés, c'est que les heureux à qui ils sont échus habitent d'autres Etats; mais tous pourront nous tenir désormais s'ajouter à ceux que l'on a le plus haut

L'Agne Cure d'Ayer ne manque jamais de guérir les fièvres intermittentes, et toutes les maladies miasmatiques. Cure infaillible.

Nouvelles diverses de France.

Le *Journal officiel* a publié deux règlements, dont l'un est relatif aux bourses de séjour à l'étranger, fondées par le ministère du commerce et de l'industrie en faveur des élèves des écoles commerciales; l'autre concerne les bourses de voyage pour les élèves des écoles industrielles.

Les bourses de séjour à l'étranger sont données au concours. Elles ont une valeur de 1,500 à 3,000 francs par an et peuvent être renouvelées, jusqu'à concurrence de trois années, par décision spéciale rendue après examen des rapports et des travaux transmis tous les trois mois par les boursiers. Elles sont réservées à d'anciens élèves diplomés de certaines écoles de commerce, âgés de vingt et un ans au moins.

Les épreuves écrites du concours auront lieu dans le courant du mois d'octobre, au chef-lieu de chaque départ ement. L'examen oral se fera à Paris.

Les bourses industrielles de voyage ont une valeur variable de 1,500 à 3,000 francs, suivant l'importance et la durée du voyage. Elles peuvent être renouvelées une ou deux fois au maximum, si le travail des boursiers comporte cette prolongation.

Les conditions générales à observer pour l'obtention des bourses de voyage sont identiques à celles qui sont relatives aux bourses de séjour.

L'examen écrit aura lieu dans la seconde quinzaine d'août dans les chefs-lieux des départements. Les élèves admissibles subiront l'examen oral à Paris.

Par suite de dispositions spéciales prises par le conseil municipal, un concours pour l'admission de soixante élèves à l'Ecole professionnelle d'ameublement sera ouvert, le 27 août courant, à l'Ecole, 25, rue de Reuilly.

Le but de cette Ecole est de former des ouvriers habiles et instruits, capables de maintenir les traditions de goût et de supériorité de l'industrie française.

L'enseignement est gratuit.

Le programme de l'enseignement primaire comprend les matières suivantes:

Le dessin industriel,—le dessin à vue,—le modelage,—l'histoire de l'art,—la technologie,—la géométrie,—l'arithmétique,—le français,—l'histoire et la géographie.

Les élèves sont externes; l'Ecole leur assure le déjeuner et le goûter.

La durée de l'apprentissage est de quatre années. La première année, les apprentis passent un temps égal dans chacun des ateliers. La deuxième année, ils sont répartis, après examens et d'après leurs aptitudes, dans l'atelier où ils doivent terminer leur apprentissage.

Un certificat d'études professionnelles sera délivré à tout élève qui aura accompli ses quatre années d'apprentissage et qui aura satisfait, d'une manière complète, à toutes les épreuves de l'examen de sortie.

Des primes de sortie seront accordées aux élèves les plus méritants.

Une dépêche de Grenoble, du 2 août, annonce qu'une crue considérable du Drac et de l'Isère vient de se produire.

La plaine du Bas-Grésivaudan n'a pas été épargnée. Une brèche d'une quinzaine mètres s'est produite à la digue de l'Isère, à Saint-Quentin, où les eaux se sont élevées à une hauteur de 4 m. 90, inondant les communes de Morans, Tullins, Saint-Marcellin et Poliénas. Toutes les récoltes sont détruites et les habitants quittent leurs demeures. C'est un véritable désastre pour ces pays déjà si cruellement éprouvés par l'inondation d'octobre 1886. Le préfet, le sous-préfet de Saint-Marcellin et M. de la Perouse, ingénieur de ponts et chaussées, sont sur les lieux depuis hier matin.

En outre, la Roumache, un des plus fougueux torrents des Alpes, a rompu ses digues, au bourg d'Oisans et à Livet, inondant la plaine dite des Sables, sur une étendue de six kilomètres. Les récoltes sont perdues. La route nationale a été coupée sur plusieurs points et a été emportée sur deux kilomètres de longueur, au environs de la Romanche et du Drac. Les voitures qui font le service du bourg d'Oisans à Grenoble sont arrivées avec un retard de six heures. Près de la gare de Vizille, les chevaux avaient de l'eau jusqu'au ventre.

Ce matin, la pluie recommence à tomber, les autorités prennent des mesures en vue des nouvelles crues qui pourraient se produire.

—On écrit, de Lille, aux journaux de Paris, en 5 août:

Grossies par les pluies torrentielles tombées ces dernières semaines, plusieurs des rivières qui arrosent le département du Nord sont sorties de leur lit.

L'Escaut a débordé entre Condé et Montagne; les prairies qui bordent ses rives sont complètement inondées. Dans la vallée de la Sambre, les dégats sont encore plus considérables. Aux environs de Maubeuge, surtout, l'eau s'étend à perte de vue.

Les plaines et les étages continuent dans le Nord et le Pas-de-Calais; les agriculteurs de la région sont désespérés.

—Le 26 juillet, vers deux heures du matin, un ouragan terrible s'est déchaîné sur le vallon du Lot, dans le département de la Lozère. La grêle a abîmé la récolte et, dans plusieurs endroits, le cyclone a arraché des arbres de haute futaie: noyers séculaires, ormeaux, chênes, peupliers, hêtres, etc. Dans la commune de Pin-Moriès, le tonnerre est tombé sur le presbytère et a foudroyé la moitié sud de la construction. Le curé, âgé de soixante et onze ans. La mort a été instantanée.

Le matin, quand le jour a paru, le ciel était pluché; sous les arbres qui bordent les chemins, de petits oiseaux dont les chants avaient fait un véritable carnage.

Le même jour, à Bezouce (Gard), la foudre est tombée sur le clocher de l'église en détachant des pierres qui ont été lancées à une grande distance. Il était heureusement quatre heures et demie du matin, et personne n'a été atteint par ces projectiles d'un nouveau genre; d'énormes lézardes sillonnent la flèche du cocher.

Le maire de Nantes, M. Guilbaud de Luzinais sénateur de la Droite, a pris un arrêté autorisant la sortie des processions. L'arrêté vise les articles 91, 94, 99 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884 et ajoute:

Considérant que la sortie des processions sur la voie publique, aux dates et fêtes consacrées par l'usage, nous est demandée;

Considérant que ces antiques solennités religieuses constituent l'exercice d'une liberté, qu'elles donnent satisfaction à la grande majorité de la population et qu'elles ne sauraient compromettre la paix publique dans la cité;

Arrêtons:

Article 1er.—La sortie des processions sur la voie publique est autorisée dans toute l'étendue de la commune de Nantes, aux dates et fêtes d'usage.

Art 2—MM les curés des paroisses nous feront connaître, huit jours à l'avance, l'heure de la sortie, le parcours projeté et les travaux à exécuter sur la voie publique, le tout à fin d'autorisation.

Les réparations qu'il serait nécessaire de faire aux rues de la ville, par suite de ces travaux, seront exécutées aux frais des paroisses.

Une bien touchante et bien curieuse cérémonie a eu lieu, dernièrement, à Paris, à l'hôpital Saint-Louis: la distribution des prix aux enfants atteints de la teigne et qui suivent les cours spéciaux organisés depuis deux ans dans cet établissement.

Dans une salle ornée de drapeaux et de guirlandes de feuillage, cent cinquante enfants environ avaient pris place, les garçons d'un côté, les filles de l'autre. Tout ce petit monde, la tête absolument rasée, portait la même coiffure: un serre-tête d'une blancheur éclatante.

M. Peyron, directeur de l'Assistance publique, avait tenu à présider lui-même cette intéressante solennité. A ses côtés, on remarquait MM. Faillet et Pantot, conseillers municipaux; Grandry, directeur de l'hôpital; Deroulin, secrétaire général de l'Assistance publique et plusieurs médecins et pharmaciens.

Dans une courte allocution, M. Peyron a fait l'historique de cette école particulière. L'idée première en est due à M. Robinet, conseiller municipal décédé l'an dernier. Jusqu'alors, tous les enfants atteints de la teigne étaient, on le comprend aisément, renvoyés des écoles. Tous voyaient donc leurs études interrompues, et beaucoup, hélas! dont les parents, travaillant au dehors, ne pouvaient prendre soin, passaient leur journée à vagabonder dans les rues.

Les cours de l'école sont faits par trois institutrices de la ville de Paris, Mmes Pigeon, Gillon et de Boscoud, dont le dévouement est sans bornes. Sur les 150 élèves qui suivent ces cours, il y a 100 internes et 50 externes. En terminant, M. Peyron a exprimé l'espoir de pouvoir bientôt construire extra muros un vaste hôpital-école, uniquement destiné aux enfants atteints de la teigne et où ceux-ci ne se trouveraient plus en contact avec des adultes malades.

M. Faillet a fait ressortir l'accord qui existe entre le conseil municipal et le directeur de l'Assistance publique pour la réalisation de ces œuvres philanthropiques, et l'on a procédé à la distribution des récompenses, consistant en livres achetés au moyen d'une subvention accordée par le conseil.

Un prix d'honneur offert par le préfet de la Seine a été remporté par l'élève Eugène Sardot. Les autres prix d'honneur et d'excellence ont été remportés par Jeanne Régnier et Hélène Bateau, et par Allix, Blondel et Godart. Chacun de ces enfants, en recevant les prix s'inclinait gracieusement et faisait..... le salut militaire.

A l'issue de la cérémonie, tous se sont levés et ont crié: "Vive la République!"

Dans la séance qu'elle a tenue, récemment, la commission spéciale de la ramie a reconnu que, par suite du retard considérable de la végétation, il serait impossible de se procurer, pour l'époque du concours de décortication, des tiges de ramie d'une longueur et d'une qualité convenables; elle a émis le vœu en conséquence que la date de ce concours, primitivement fixée au 15 août, fût reportée à la fin de septembre.

M. le ministre de l'agriculture a ratifié cet avis et, par un arrêté en date du 28 juillet, a décidé que l'ouverture du concours international d'appareils et de procédés industriels propres à décortiquer la ramie aurait lieu le 25 septembre prochain.

M. Viette, ministre de l'agriculture, a préparé un décret dont les dispositions ajoutent à la nomenclature des maladies contagieuses (police sanitaire des animaux) le charbon symptomatique ou emphysémateux et la tuberculose dans l'espèce bovine; le rouge et la pneumo-entérite infectieuse dans l'espèce porcine.

Ce décret permettra au ministre de l'agriculture d'appliquer aux épizooties ci-dessus dénommées les prescriptions de la loi du 21 juillet 1881.

M. Jansen, président de l'Académie des sciences, de Paris, a reçu une autographe adressé par l'Académie anglaise pour le progrès scientifique, qui lui a demandé d'assister à sa réunion de Bath, dans les premiers jours de septembre. M. Janssen a accepté et représentera l'Académie d'un ces assises devant les physiciens, les astronomes, les chimistes, etc., d'Angleterre et d'Amérique se donneront rendez-vous.

Conformément à une délibération du Conseil municipal, la Ville de Paris aura à sa disposition, l'année prochaine, trois cents nouveaux gardiens de la paix, ce qui portera le nombre des agents de la police municipale à 7,800, sans compter 500 agents affectés aux services de la voirie. Une brèche d'un million dans le budget de la police municipale est proposé pour 1889 à 19,109,600 fr.

Le théâtre Beaumarchais, reconstruit et transformé, ouvrira ses portes le 1er novembre prochain, sous la direction de M. Alcl Ballet, qui vient de signer un bail de douze ans avec M. Tassel, le nouveau propriétaire.

L'ayne Cure d'Ayer ne manque jamais de guérir les fièvres intermittentes et toutes les maladies miasmatiques. Cure infaillible.

UN NOUVEAU GILET DE SAUVETAGE. — LE PHONOGRAPHE PERFECTIONNÉ D'EDISON.—Extraits de la revue des Sciences, de M. Henri de Parville, dans le *Journal des Débats* du 2 août:

Un Hollandais, M. Massée, a inventé un nouveau gilet de sauvetage qui paraît avoir de grands avantages sur les anciennes ceintures à plaques de liège que tout le monde connaît. Il ressemble à un gros gilet de chasse sans manches; il est confectionné en toile, en chevioite, en satinette, n peut se lacer sous un paletot. L'étoffe est doublée, et entre les deux tissus se trouve de la poudre de liège calcinée par une opération spéciale. On peut le vêtement en fermant un grand nombre de carrés pour que la poudre se répartisse également; le gilet est ainsi capitonné. Ce gilet se boutonne de haut en bas et il est muni d'une ceinture. La doublure de liège a l'avantage d'amortir les chocs et de mettre le poitrine de son propriétaire à l'abri du froid de l'eau. Un peut rester des heures sans trop souffrir du froid dans l'eau de mer. Le nouveau gilet de sauvetage a été rendu réglementaire dans la marine royale hollandaise, et l'on commence à l'employer sur les bateaux des lignes de Flessingue à Queensborough, d'Ostende à Douvres, etc. On inventeur a poussé la prévention jusqu'à munir son gilet d'une poche pour permettre aux passagers d'y placer un flacon de liqueur réconfortante et un portefeuille avec des cartes de visite. Il est possible que bientôt on ne décide à faire pour les passagers des paroissons à poudre de liège qui les garantiraient du froid et les protégeraient, au besoin, contre les naufrages.

Nous avons décrit, il y a deux mois, dans tous ses détails, le phonographe perfectionné de M. Edison, dont la presse quotidienne commence à se préoccuper. Nous avons dit quelle révolution introduirait le nouvel appareil dans les habitudes si réellement il tenait bien tout ce qu'il promettait. Nous pourrons bientôt en juger par nous-même, car nous attendons un des nouveaux phonographes. Un premier exemplaire est déjà parvenu en Angleterre. M. Gouraud, représentant de M. Edison, l'a reçu dernièrement et l'a immédiatement mis en mouvement. Le phonographe ne s'est pas fait prier et il a répété tout ce que lui avait chargé de dire le célèbre inventeur. "A deux heures cinq minutes, a écrit, depuis, M. Gouraud, ma famille et moi, nous avons eu l'extraordinaire sensation d'entendre en Angleterre la voix qui nous est si familière, la voix parfaitement reconnaissable de M. Edison, et cela à plus de 3000 milles de l'endroit où cette voix avait parlé et dix jours après, exactement le temps que cette voix avait mis à traverser l'Atlantique." M. Edison avertissait M. Gouraud dans son premier phonogramme que l'instrument était transmis et perfectionné au point qu'il le désirait et que bientôt tout le monde pourrait s'en servir. Souhaitons qu'il en soit réellement ainsi, car le phonographe serait bien réellement encore plus que le téléphone, comme le disait à la Société royale sir William Thomson, la merveille des merveilles.

M. CRISPI ET M. DE BROGLIE.—LE POUVOIR TEMPOREL DU PAPE.—On n'a pas oublié—dit le *Journal des Débats*—le discours échangé entre M. Crispi, président du Conseil des ministres en Italie, et M. Eugène Rendu, entretien que nous avons rapporté. M. Crispi, cherchant à expliquer pourquoi l'Italie s'était éloignée de la France et s'était jetée dans les bras de l'Allemagne, a dit qu'en 1877 le chef du gouvernement français avait voulu préparer une expédition militaire dans le but de relever le pouvoir temporel du Pape. M. Crispi a, par deux fois, prononcé ces mêmes paroles à la tribune de la Chambre des Députés, dans les séances des 17 mars et 9 mai 1888. M. Rendu déclara à M. Crispi qu'il se trompait ou qu'il avait été trompé. M. Rendu ne s'en est pas tenu là; il s'est livré à une sorte d'enquête dont il a rendu compte dans la *Revue bleue* du 7 juillet, et il s'est adressé au duc de Broglie, dont le gouvernement était évidemment visé par les discours de M. Crispi; il nous prie de publier la réponse qu'il a reçue:

"Broglie, le 25 juillet.

"Je trouvais, nous le savez, l'assertion de M. Crispi tellement dénuée de toute vraisemblance, qu'il ne me paraissait pas nécessaire d'y opposer une dénégation positive et publique. Vous avez bien voulu le faire en mon nom et c'est un service dont je vous remercie.

"Broglie."

L'incident est donc vidé, et, de ce ministre italien n'a pas plus puissant motif pour s'éloigner de la France, il doit saisir la première occasion pour s'en rapprocher.

Sympathies intéressées.

Nous lisons, dans le *Liberté*:

Un journal anglais—le *Morning Post*—qui ne nous avait pas accoutumés à tant de bienveillance, consacre un article fort sympathique à la France, à son président M. Carnot et à son ambassadeur M. Waddington. Notre confrère prend note, avec satisfaction, des déclarations pacifiques que ces deux hommes d'Etat ont fait entendre: le premier, au cours de son voyage dans l'Isère; le second à Londres, dans le banquet offert par le lord-maire aux membres du comité de l'Exposition universelle de 1889. Le *Morning Post* saisit cette occasion pour affirmer que personne en Angleterre ne ressent la moindre hostilité à notre égard: que si, de temps à autre, l'opinion publique demande un accroissement des forces militaires du Royaume-Uni, c'est pour se mettre au niveau de la plupart des puissances européennes, mais sans aucune intention malveillante pour la France, et que, si parfois des conflits d'influence s'élèvent entre les deux nations, soit en Egypte, soit dans le bassin de la Méditerranée, il ne faut pas s'en émouvoir, car il n'y a pas de difficulté qui, vu les sentiments réciproques, ne puisse être réglée par la voie diplomatique.

Cet article n'est pas le premier ni le seul indice qui se manifeste d'un revirement sensible de l'opinion publique anglaise vis-à-vis de la France. On est maintenant fort aimable pour elle en Angleterre; aussi aimable que l'on se montrait sévère il n'y a pas longtemps. Que s'est-il passé?

Du notre côté, rien. Nous n'avons jamais cessé de déployer les malentendus qui ont trouble l'entente traditionnelle de la France et de la Grande-Bretagne, et de travailler à les faire disparaître, cette entente nous paraissant aussi nécessaire, aussi profitable à l'une qu'à l'autre. Mais il fut un temps, qui n'est pas loin de nous, où l'Angleterre demeurait sourde à nos appels, où elle était tout yeux et tout oreilles pour ce grand séducteur qui se nomme M. de Bismarck. La triple alliance avait conquis son cœur.

De ce côté-là, il n'est passé depuis bien des choses. Depuis, l'empereur Frédéric est mort, et le défunt était pour beaucoup dans les vives sympathies qu'on éprouvait pour l'Allemagne; depuis, l'impératrice Victoria, la fille de la reine d'Angleterre, est en butte aux tracasseries, on pourrait dire aux persécutions du prétendu prince royal, un nom pour lequel on sauverait en montant sur le trône impérial qui ne cache pas son dédain pour l'Angleterre, qui l'affiche même en affectant de n'en pas parler dans le Manifeste où il s'étend si longuement sur l'Autriche, sur l'Italie, sur la Russie à laquelle l'unissaient, disait-il, des liens de famille et d'intérêt, une chaîne dont la tradition avait forgé les anneaux; depuis, ce même souverain a joint les actes aux paroles et, en visite auprès du tsar, il a fait une démonstration qui ne pouvait être interprétée en Angleterre en ce qu'elle ne lui laisse qu'un bien faible espoir d'avoir jamais l'Allemagne dans son jeu contre la Russie, soit en Orient, soit en Asie centrale.

Cette série de désastres et de rebuffades a fini par la vexer la susceptibilité de nos voisins qui, piqués dans leur amour-propre, déçus dans leurs espérances, se tournent vers la France et lui demandent une consolation à leurs mécomptes. Nous ne trompons pas de leur déconvenue; nous désirons même sincèrement que les vieilles sympathies qui unissaient les deux peuples se réveillent; mais nous n'aurons pas non plus l'hypocrisie de les plaindre, car on peut leur dire encore à Georges Dandin, qu'ils l'ont voulu.

UNE MISSION DU PAPE.—On lit, dans le *Matin* de Paris:

"Un journal clérical annonce que le cardinal Sanfelice partira prochainement pour la Belgique, avec une mission du Pape.

"Il y a quelques mois, plusieurs riches familles belges offrirent à Léon XIII l'hospitalité dans leurs terres, où elles étaient à même de garantir damande pour le service auprès du Pape.

"Léon XIII refusa à cette époque, mais aujourd'hui il envoie Mgr Schiaffino discuter et l'éventualité de son acceptation d'une de ces où il se décidera à quitter Rome.

"Le journal qui publie cette nouvelle ajoute que le gouvernement belge est très favorable à ce projet, mais quine l'information sous les plus expresses réserves.

LES SOCIALISTES D'ALLEMAGNE.—Le tribunal d'Altona, dans sa séance du 3 août, a condamné à des peines variant entre quinze jours et trois mois de prison, vingt quatre socialistes convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète.

—La police de Berlin a disons, le même jour, une réunion électorale dans laquelle les socialistes de Berlin ont adopté définitivement la candidature de M. Liebknecht à la place déclarée vacante au Reichstag par suite de sa maladie incurable du député Hasenclever. L'élection aura lieu à la fin du mois d'août. Le succès de M. Liebknecht est assuré aux dernières élections, la circonscription de Berlin, où aura lieu le vote, ayant donné comme mille voix au candidat révolutionnaire; le candidat conservateur n'en avait obtenu que douze mille.

—Un grand nombre de socialistes ont été arrêtés à Augsbourg; ils avaient répandu, dans la ville, des écrits révolutionnaires.

BELGIQUE — On (télégraphie. de Bruxelles, 3 août:

Hier, le roi des Belges a reçu le lieutenant Wissmann, explorateur allemand, qui avait été appelé à Bruxelles pour exposer au roi son opinion sur le sort de l'expédition Stanley.

M. Wissmann a exprimé sa conviction que l'expédition n'a pas subi la désastre, que sous peu on recevra de M. Stanley de bonnes nouvelles, et qu'il ne faut pas accorder aux bruits pessimistes et contradictoires répandus, pendant ces derniers temps, sur le sort de l'expédition.

Bruxelles, 31 juillet.

S. Em. le cardinal Lavigerie, qui doit prochainement se rendre en Belgique, s'arrêtera d'abord à Ostende, où il sera l'hôte de M. Lambert Lafaus.

Le cardinal continuera ensuite ses conférences sur l'esclavage africain dans les principales villes de Belgique.

LE CARDINAL LAVIGERIE EN ANGLETERRE.—Le 1er août, Lord Granville, en ouvrant le meeting contre l'esclavage—meeting dans lequel devait parler le cardinal Lavigerie, a dit que l'esclavage était contraire à la religion naturelle comme à la religion révélée, et qu'il était à désirer que toutes les nations civilisées s'unissent pour combattre le mal, car aucun obstacle ne pouvait les empêcher de unir pour mettre fin aux horreurs de l'esclavage.

Il a ensuite présenté à la réunion le cardinal Lavigerie, à qui il a souhaité une cordiale bienvenue comme le représentant de la cause antiesclavagiste en France.

Le cardinal a pris alors la parole et, dans un discours énergique, éloquent et fréquemment applaudi, il a montré la part qu'a prise l'Angleterre dans l'abolition de l'esclavage, et lui a demandé d'aider à affranchir l'Afrique des horreurs qu'il y semait.

Après avoir indiqué les terribles ravages que l'esclavage fait en Afrique, le cardinal Lavigerie a conclu en disant qu'il fallait forcer tous les marchés d'esclaves au nom de la liberté, de l'humanité et de la justice.

Le cardinal Manning, appuyé par M. Smythies, a alors proposé une résolution remerciant le cardinal Lavigerie de ses efforts et de son discours.

Le baron surprend son domestique au train de boire, à même la barrique, d'un excellent bordeaux mis en perce le matin même.

Le valet s'excuse:

—Tout calcul fait, monsieur le baron, nous n'avions pas assez de bouteilles pour loger le tout!

Bocsald n'est pas encore tout à fait remis des accidents de la fête.

Il entre, hier matin, le nez en fleur, chez son ami le marchand de vin et commence par boire un litre.

—Celle-là, s'était pour la soif, dit-il au garçon, en lui remettant la bouteille vide; maintenant donne-m'en une autre—pour le plaisir.

Avis.

$300,000 Nouvelle-Orléans, 10 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de Mary L. Caledec, 834 Broadway, San Francisco Cal., un vingtième du billet No 3894, tirage à numéro simple, Classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Premier Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank, sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

C. A. PARDUE,
Agent Wells Fargo Express Co.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$300 000 Nouvelle-Orléans, 17 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de Jacob Fishbrough, 139 First Street, Elizabeth, N. J., un vingtième du billet No. 2894 tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Premier Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank, sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

B. W. CASON.
Agent U. S. Express Co.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$100,000 Nouvelle-Orléans, 17 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de Stewart & Bradway, Bridgeport, Ind., par l'entremise de la Indiana National Bank de Indianapolis Ind., un vingtième du billet No 31,809, tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Premier Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

DRYSDALE,
Courier de la New Orleans NationalBank.
Nlle Orléans Lne

Avis.

$100,000 Nouvelle-Orléans, 16 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de Henry Hildebrand, New York, un vingtième du billet No 53,193, tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Troisième Gros Lot de Cinquante Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

C. A. PARDUE.
Agent Southern Express Company.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$50,000 Nouvelle-Orléans, 9 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte d'un Capitaliste un vingtième du billet No 3894, tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Premier Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

J. SANTANA.
Caissier au change de la Louisiane National Bank, Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$50,000 Nouvelle-Orléans, 14 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de M. McManus, 612 Ninth Twenty seventh street, Omaha, Neb., par l'entremise de la Commercial Bank de Omaha, le montant de deux No 64,749, tirage à numéro simple, Classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, montant qui a gagné le Quatrième Gros Lot de Vingt Cinq Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank, sur présentation de dite montant au bureau de la compagnie.

CHAS SANTANA.
Caissier au change Louisiana National Bank.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$50,000 Nouvelle-Orléans, 13 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte d'un Capitaliste de Baltimore, Md., un vingtième du billet No 53,283, tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Troisième Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank, sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

C. A. PARDUE.
Agent Southern Express Company.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$50,000 Nouvelle-Orléans, 13 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte d'un Capitaliste de Baltimore, Md., un vingtième du billet No 53,283, tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Troisième Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank, sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

C. A. PARDUE.
Agent Southern Express Company.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$50,000 Nouvelle-Orléans, 14 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de Henry Hildebrand, New York, un vingtième du billet No 53,193, tirage à numéro simple, classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Troisième Gros Lot de Cinquante Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank sur présentation du dit vingtième au bureau de la Compagnie.

C. A. PARDUE.
Agent Southern Express Company.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$50,000 Nouvelle-Orléans, 17 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement, pour le compte de M. McManus, 612 Ninth Twenty seventh street, Omaha, Neb., par l'entremise de la Commercial Bank de Omaha, le montant de deux No 64,749, tirage à numéro simple, Classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, montant qui a gagné le Quatrième Gros Lot de Vingt Cinq Mille Piastres, le mardi, 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank, sur présentation de dite montant au bureau de la compagnie.

CHAS SANTANA.
Caissier au change Louisiana National Bank.
Nlle-Orléans, Lne.

Avis.

$300,000 Nouvelle-Orléans, 10 août 1888.

LE soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le